



## Contrat d'entreprise

Version OFROU / Janvier 2021

<b>Désignation du projet:</b>	Upn.La Neuveville-Bienne-Ouest
Désignation du contrat:	-
Chef de projet du maître d'ouvrage:	Gestion des projets
Procédure d'attribution:	Procédure ouverte
Classification selon LMP/OMP:	Marché de services
Numéro du contrat:	N05.72 080011.Provisoire_00007966
Date d'établissement:	
Objet du contrat:	Essais labo MO lors travaux GC 2022 à 2024
Désignation abrégée du projet	25ULANEUVE
Numéro de projet	N05.75.080011

**Rémunération nette, TVA non comprise, escompte non déduit, selon chiffre 3.1: CHF 0.00**

conclu entre  
agissant par

**La Confédération suisse**  
**L'Office fédéral des routes OFROU**  
Filiale d'Estavayer-le-Lac  
Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

appelée ci-après

**maître de l'ouvrage**

représenté par

Groupement K-Biel (domaine K, T/G M2 et coordination) par  
Stucky SA  
Rue du Lac 33  
1020 Renens

Groupement MCT (domaine T/U et coordination) par MGI  
ingénieurs SA  
Route de Vevey 128  
1618 Châtel-St-Denis

Groupement GVH-SD (domaine T/G M1)  
par GVH St-Blaise SA  
Rue des Moulins 16  
2072 St-Blaise

appelée ci-après

**direction des travaux**

**et**

entreprise

siège à

N° de TVA/IDE

appelée ci-après

**entreprise**

## **1 Objet du contrat**

---

Par le présent contrat, le maître de l'ouvrage charge l'entreprise d'exécuter les travaux suivants dans le cadre du projet précité, conformément au présent contrat:

**CAN**

**Catégorie de travaux**

112

Essais labo MO

Essais labo MO lors travaux GC 2022 à 2024

## **2 Eléments contractuels et leur ordre de priorité en cas de contradiction**

---

### **2.1 Liste des éléments du contrat**

---

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

- 2.1.1 Le présent contrat
- 2.1.2 L'offre de l'entreprise, y compris les annexes, du .... Les modifications au sens de l'art. 15, al. 3, de la norme SIA 118 ne sont considérées comme convenues que si elles sont présentées séparément en annexe à l'offre et admises expressément par le maître d'ouvrage.
- 2.1.3 Les autres documents pour autant que leur contenu (tout ou partie) s'applique au présent contrat d'entreprise, notamment:
  - 2.1.3.1 le devis descriptif (selon dossier d'appel d'offres)
  - 2.1.3.2 les plans selon liste séparée (selon dossier d'appel d'offres)
  - 2.1.3.3 les directives, les instructions de l'OFROU ([www.astra.admin.ch](http://www.astra.admin.ch) / Standards, recherche, sécurité)
  - 2.1.3.4 les autres normes pertinentes de la SIA pour les prestations prévues, dans la mesure où elles correspondent à l'état des règles reconnues de la construction au moment de l'appel d'offres
  - 2.1.3.5 les autres normes suisses des associations spécialisées, dans la mesure où elles correspondent à l'état des règles reconnues de la construction au moment de l'appel d'offres, de la VSS en particulier
  - 2.1.3.6 Construction durable: conditions pour les prestations de réalisation d'ouvrage (bâtiment), édition juillet 2008

### **2.2 Ordre de priorité en cas de contradiction**

---

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contre-disent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales de l'entreprise ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 15 («Accords spéciaux»).

### 3 Rémunération

---

#### 3.1 Rémunération selon l'offre

---

La rémunération des travaux exécutés se fonde sur l'offre révisée de l'entreprise

rémunération brute, TVA non comprise		CHF	0.00
./.. rabais	0,00 %	CHF	0.00
./.. autres déductions	0,00 %	CHF	0.00
./.. autres déductions (forfait)		CHF	0.00
Rémunération nette, TVA non comprise		CHF	0.00
TVA au taux de 7.7 %		CHF	0.00
<b>Total de la rémunération, TVA comprise</b>		<b>CHF</b>	<b>0.00</b>

Ce prix correspond au prix unitaire au sens de l'art. 39 de la norme SIA 118.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

#### 3.2 Règle applicable aux autres déductions

---

Les autres déductions convenues selon le chiffre 3.1 sont valables pour toutes les factures, à l'exception des factures de renchérissement.

#### 3.3 Rémunérations supplémentaires

---

Les mêmes conditions de paiement et réductions de prix s'appliquent aux rémunérations supplémentaires au sens de l'art. 86 ss. de la norme SIA 118.

#### 3.4 Variations de prix

---

Les variations de prix sont calculées selon les méthodes suivantes:

Les prix des matériaux sont fermes jusqu'au terme des travaux.

Les salaires sont fermes jusqu'au terme des travaux.

#### 3.5 Variations des prix des travaux en régie

---

L'art. 49, al. 3, et l'art. 68, al. 1, ch.1 de la norme SIA 118 s'appliquent aux travaux en régie. Le renchérissement sera calculé selon ICP/CAN catégorie DIV (SIA 123/2013).

### 4 Modalités financières

---

#### 4.1 Modalités de paiement

---

La rémunération est versée au moyen de paiements par acomptes selon les art. 144 ss de la norme SIA 118.

#### 4.2 Facturation et paiement

---

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

au BAMO groupement LNB par  
Mantegani & Wyseier SA  
Dr. Jan Hamm Rue  
Ernst-Schüler 5  
2502 Bienne

munies de l'adresse suivante:

Office fédéral des routes OFROU  
Place de la Gare 7  
1470 Estavayer-le-Lac

Les modalités de demande d'acompte, selon l'art. 144, al. 2 et 3, de la norme SIA 118, s'appliquent par analogie aux paiements par acomptes convenus (p. ex. selon le plan de paiement). Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées à l'entreprise pour correction et, le cas échéant, pour complément de la documentation. Les parties contestées de la facture ne sont pas échues jusqu'à la réception d'une demande d'acompte régulière.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire vérifier le décompte final de l'entreprise par le Contrôle des finances. L'examen doit être effectué dans les 12 mois à compter de la date du paiement selon l'art. 155 de la norme SIA 118. Si des différences sont mises en lumière à cette occasion, il convient de procéder conformément à l'art. 154, al. 3.

#### **4.3 Délai de vérification et de paiement**

---

Le maître de l'ouvrage paie les montants échus dans les 45 jours à compter de la réception de la facture.

La direction des travaux vérifie le décompte final dans le délai de 30 jours à compter de sa réception (art. 154, al. 2, de la norme SIA 118).

#### **4.4 Escompte**

---

Aucun escompte n'est octroyé

### **5 Garanties**

---

L'entreprise ne fournit aucune garantie au maître de l'ouvrage.

### **6 Délais, termes et peines conventionnelles**

---

#### **6.1 Délais et termes justifiant la demeure**

---

Les délais et termes ci-après s'appliquent à l'exécution du contrat par l'entreprise. S'ils ne sont pas respectés, l'entreprise est en demeure sans autre avertissement, dans la mesure où la direction des travaux a fait face à ses obligations selon l'art. 94 de la norme SIA 118:

<b>Délai / date</b>	<b>Activité</b>
10.01.2022	Début des travaux contractuels
28.03.2022	Début des travaux principaux lot "Ouest" et "Centre"
05.11.2022	Libération de la chaussée pour le service hivernal
27.03.2023	Reprise des travaux principaux lot "Ouest" et "Centre"

28.10.2023	Libération de la chaussée pour le service hivernal
25.03.2024	Reprise des travaux principaux lot "Ouest" et "Centre"
31.12.2024	Fin des travaux contractuels
28.02.2025	Fin des prestations

## 7 Interlocuteurs

---

### Pour le maître de l'ouvrage

Nom	Gestion des projets
Entreprise	Office fédéral des routes OFROU
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

### Pour le BAMO

Nom	Patrick Henguely
Entreprise	Groupement LNB Emch+Beregr, Mantegani&Wysseier, Techdata, p.a. Techdata SA
Adresse	Rue des Terreaux 23 1003 Lausanne
Téléphone	+41 21 651 08 48
Courriel	patrick.henguely@techdata.net

### Pour le BAMO DGT

Nom	Dr Jan Hamm
Entreprise	Mantegani & Wyseier SA
Adresse	Rue Ernst-Schüler 5 2502 Bienne
Téléphone	0323295564
Fax	
Courriel	jan.hamm@m-w.ch

### Pour le domaine K, T/G M2 et coordination

Nom	Thanh Trinh
Entreprise	Groupement K-Biel (domaine K, T/G M2 et coordination) par Stucky SA
Adresse	Rue du Lac 33 1020 Renens
Téléphone	021 637 14 92
Courriel	ngoc-thanh.trinh@stucky.ch

### Pour le domaine T/U et coordination

Nom	Marc Genilloud
Entreprise	Groupement MCT (domaine T/U et coordination) par MGI ingénieurs SA

Adresse	Route de Vevey 128 1618 Châtel-St-Denis
Téléphone	021 948 30 32
Courriel	mgenilloud@mgi-ingenieurs.ch

#### **Pour le domaine T/G M1**

Nom	Jacques L'Eplattenier
Entreprise	Groupe GVH-SD (domaine T/G M1) par GVH St-Blaise SA
Adresse	Rue des Moulins 16 2072 St-Blaise
Téléphone	032 756 97 66
Courriel	j.leplattenier@gvh.ch

Sous réserve des cas de résiliation du contrat de travail, de maladie ou de décès, les personnes-clés de l'entreprise, qui sont responsables du projet, ne peuvent être remplacées après la conclusion du contrat qu'avec l'accord du maître de l'ouvrage. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne ayant les mêmes qualifications.

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

### **8 Portée de l'autorisation de la représentation de la direction des travaux**

(changements par rapport à la norme SIA 118 (2013))

Le maître de l'ouvrage est représenté par la direction des travaux, selon les art. 33 ss. de la norme SIA 118.

Font exception les déclarations de nature juridique ci-après, que le maître de l'ouvrage se réserve envers l'entreprise:

- les changements au contrat qui ne sont pas des modifications de la commande;
- les modifications de commande essentielles pour les délais, la qualité et les finances;
- les déclarations sur la présence de défauts constatés lors des réceptions sur l'ouvrage complet ou sur une partie de l'ouvrage formant un tout;
- l'exigence et la mise à contribution de garanties et de peines conventionnelles;
- la reconnaissance du décompte final (changement par rapport à l'art. 154, al. 3, de la norme SIA 118).

La reconnaissance des métrés (cf. art. 142, al. 1, de la norme SIA 118) et la signature des rapports des travaux en régie (cf. art. 47, al. 2, de la norme SIA 118) par la direction des travaux constituent une supposition naturelle de leur exactitude, mais ne représentent pas une reconnaissance de dette du maître de l'ouvrage.

La direction des travaux est habilitée à adjudger elle-même des prestations et des livraisons uniques et constituant un tout, dans le cadre du devis descriptif, jusqu'au montant de CHF 5'000.00 par cas (sans la taxe sur la valeur ajoutée).

### **9 Modification de commande du maître d'ouvrage**

(complément aux art. 84, al. 1, ss. de la norme SIA 118 (2013))

Si les instructions du maître de l'ouvrage ou la remise de plans modifiés ne représentent pas une concrétisation des prestations convenues à l'origine mais une modification de commande, le maître de l'ouvrage doit expressément en faire la remarque à l'entreprise.

Si une telle remarque est omise mais que l'entreprise est d'avis que les instructions ou les plans modifiés représentent une modification de commande, elle en informe le maître de l'ouvrage avant d'entamer les travaux.

Dans tous les cas, l'entreprise informe le maître de l'ouvrage lorsqu'elle estime que la modification de commande entraîne une modification considérable de la rémunération et/ou des délais contractuels, et ce avant le début des travaux. A condition que cela puisse raisonnablement être exigé compte tenu du temps disponible, l'entreprise établit à l'attention du maître de l'ouvrage, avant le début des travaux, une offre portant sur le supplément ou la réduction de prix.

C'est le prix unitaire convenu sans considération de la quantité exécutée qui est applicable (changement par rapport à l'art. 86 de la norme SIA 118).

---

## **10 Conditions météorologiques défavorables**

(précision de l'art. 60, al. 2, de la norme SIA 118 (2013))

Les indemnités qui ne sont pas couvertes par l'assurance-chômage mais qui doivent être versées aux ouvriers en vertu d'une convention collective doivent être prises en compte dans l'offre.

---

## **11 Paiement direct aux sous-traitants / dépôt**

(complément à l'art. 29, al. 1, de la norme SIA 118 (2013))

En cas de difficultés de paiement de l'entreprise, de différends graves entre l'entreprise et ses sous-traitants/fournisseurs ou pour d'autres raisons importantes, le maître de l'ouvrage peut, après avoir entendu les intéressés, payer directement le sous-traitant ou le fournisseur ou consigner le montant aux frais de l'entreprise, dans les deux cas avec effet libératoire à l'égard de l'entreprise. Dans tous les cas, le maître de l'ouvrage en informe cette dernière par écrit.

---

## **12 Avis d'achèvement des travaux; vérification commune**

(changement par rapport à l'art. 158, al. 1, et complément à l'art. 158, al. 3, de la norme SIA 118 (2013))

L'entreprise doit aviser la direction des travaux de l'achèvement complet de l'ouvrage même si le maître de l'ouvrage le met en service (p. ex. pour en poursuivre la construction).

Un procès-verbal de la vérification commune doit être établi même si aucun défaut n'a été constaté.

---

## **13 Assurances**

---

### **13.1 Assurance de construction du maître de l'ouvrage**

Le maître de l'ouvrage n'a pas conclu d'assurance de construction pour l'ouvrage.

---

### **13.2 Assurance responsabilité civile professionnelle de l'entreprise**

L'entreprise ou l'association d'entreprises (société simple au sens des art. 530 ss. CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Elle garantit qu'elle maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'elle présentera au maître de l'ouvrage, sur sa demande, les attestations d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels	CHF	10'000'000.00
et les dommages consécutifs (garantie unique par événement)		



Compagnie d'assurance

N° de police

Franchise par événement

CHF

(max. 20% de la somme assurée)

---

## **14 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement**

Pour les prestations fournies en Suisse, l'entreprise s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie. Elle déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent. De plus, elle s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si l'entreprise fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, elle est tenue de les obliger à respecter également les principes susmentionnés.

Par ailleurs, l'entreprise assure qu'elle n'a pas conclu et ne conclura pas d'accord ou/et qu'elle n'a pris et ne prendra aucune autre mesure susceptible de restreindre la concurrence. Elle s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la corruption, de manière à ce qu'aucun don ou autre avantage notablement ne soit offert ou accepté.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus, l'entreprise est tenue de payer au maître de l'ouvrage une peine conventionnelle correspondant à 10,00% du montant du marché hors TVA, mais au maximum de CHF 100'000.00 par cas. A noter que tout cas entraîne généralement l'annulation de l'adjudication ainsi que la résiliation anticipée du contrat.

---

## **15 Accords spéciaux**

---

### **15.1 Gestion des avenants**

Si l'entreprise constate une différence entre les prestations convenues dans le contrat d'entreprise et les prestations effectives (positions/prix unitaires manquants dans le devis descriptif, perturbation du déroulement des travaux de construction ou variante de l'entreprise) et que celle-ci justifie selon elle une rémunération supplémentaire, elle en informe par écrit la direction des travaux dans les trois jours suivant la constatation de cette différence. Elle utilise pour ce faire le formulaire « Annonce de modification des prestations ». Si l'entreprise ne signale pas la différence en question dans les trois jours, elle perd son droit à une rémunération supplémentaire.

---

### **15.2 Programme des travaux de l'entreprise**

Les parties ne peuvent déduire aucun droit du programme des travaux de l'entreprise selon l'offre en sus à l'art. 93 de la norme SIA 118 (2013). Ceci vaut en particulier pour les délais et les échéances qui ne figurent pas explicitement au chiffre 6.1 de ce contrat, resp. à la position 625.300 des dispositions particulières pour la construction.

---

### **15.3 Cession**

La cession de créances découlant du présent contrat d'entreprise doit être annoncée par écrit par l'entreprise au maître de l'ouvrage et n'est admise qu'avec l'autorisation écrite de ce dernier.

## **15.4 Sous-traitants**

---

L'entreprise ne peut confier des travaux à un sous-traitant qu'avec l'autorisation écrite du maître de l'ouvrage. Dans un tel cas également, elle reste responsable envers le maître de l'ouvrage.

## **15.5 Préparation**

---

La position des conduites existantes, pour autant qu'elle ait pu être déterminée pour chaque type, ressort des plans. Il faut toutefois s'attendre à des imprécisions sur les plans. En complément à l'art. 5, al. 3, de la norme SIA 118, l'entreprise est tenue, avant d'entamer les travaux, de demander les plans et les croquis les plus récents à tous les propriétaires de conduites ou à la direction des travaux et de s'informer sur la position exacte des conduites.

## **15.6 Assurance qualité**

---

Complément à la norme SIA 118:

Si l'entreprise est en retard dans l'exécution des mesures d'assurance qualité qu'elle est tenue de réaliser sans faute du maître de l'ouvrage, ce dernier lui fixe un délai pour y remédier. Si elle ne s'exécute pas dans le délai imparti, le maître de l'ouvrage est habilité à prendre lui-même les mesures nécessaires ou à les confier à un tiers, aux frais et risques de l'entreprise.

Si des différences de qualité dues manifestement à de mêmes causes ou à des causes semblables se répètent, le maître de l'ouvrage est habilité à faire interrompre les travaux aux frais et risques de l'entreprise jusqu'à ce que la ou les causes soient trouvées et éliminées. Les droits du maître de l'ouvrage de procéder conformément à l'art. 366, al. 2, CO lorsque les conditions sont remplies restent inchangés.

Les mesures d'assurance qualité prévues contractuellement et leur exécution correcte ne libèrent pas l'entreprise de sa responsabilité pour les défauts.

L'entreprise est responsable de tout défaut de l'ouvrage qui aurait pu être évité si les mesures d'assurance qualité convenues avaient été exécutées correctement, raison pour laquelle elle répond également des dommages consécutifs au défaut.

## **15.7 Publications**

---

Les publications dans les médias, les exposés et les ouvrages spécialisés, en relation avec le présent projet, doivent être convenues préalablement avec le maître de l'ouvrage. La publication de plans, de descriptions et de photographies de plans et de l'ouvrage est soumise dans tous les cas à l'approbation écrite préalable du maître de l'ouvrage.

## **15.8 Conservation de documents**

---

L'entreprise conserve, pendant 10 ans au moins à compter de la date du paiement final complet, tous les documents liés au présent contrat et qui n'ont pas été remis au maître de l'ouvrage comme originaux (p. ex. documents sur les phases décisionnelles et sur l'ouvrage réalisé, à savoir plans, croquis, calculs, contrats d'entreprise, commandes, codes-sources, supports de données, etc.), qui doivent rester propres à l'emploi. Avant de détruire ces documents et ces données, elle propose par écrit au maître de l'ouvrage de les reprendre gratuitement.

## **16 Vérification du prix (selon Art. 24 OMP)**

---

### **16.1 Objet et étendue du droit sur la vérification du prix**

---

L'entreprise s'engage à autoriser le service d'audit interne compétent et le Contrôle fédéral des finances (ci-après: Service de vérification), s'ils le demandent, à vérifier:

- le calcul rétrospectif du prix du marché initial (y compris l'éventuel calcul du renchérissement);
- le calcul prévisionnel et le calcul rétrospectif du marché initial, si le contrat fixe des tarifs horaires, des tarifs journaliers, etc., et/ou s'il comporte une réglementation relative aux bénéfices et/ou aux pertes;
- le calcul rétrospectif (et, éventuellement, le calcul prévisionnel en cas de tarifs prédéfinis et/ou de réglementation relative aux bénéfices et/ou aux pertes) des éventuels marchés subséquents, étant entendu que cette vérification est effectuée en tenant compte des résultats du calcul rétrospectif du prix du marché précédent.

L'entreprise met gratuitement à la disposition du service d'audit interne compétent et du Contrôle fédéral des finances (ci-après: service de vérification) tous les documents et renseignements nécessaires à cet effet. La vérification du calcul rétrospectif des prix du marché précédent ne peut pas conduire à une modification de ce prix.

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation du soumissionnaire ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche ou dans la comptabilité, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

### **16.2 Conservation des bases de calcul**

---

L'entreprise s'engage à conserver les calculs et les documents y relatifs au moins pour la durée de validité du contrat et jusqu'à une année après son expiration.

### **16.3 Exécution de la vérification du prix**

---

La vérification du prix incombe au service de vérification. Si l'entreprise ou le sous-traitant est étranger, le Service de vérification Suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du prix à condition qu'un niveau de protection adéquat au sens de la législation sur la protection des données soit assuré.

Le Service de vérification convient de la date et du lieu de la vérification du prix avec l'entreprise ou le sous-traitant.

Le service de vérification est autorisé à contrôler, lorsque la concurrence fait défaut, que le fournisseur tienne compte des coûts, des risques et/ou des marges bénéficiaires qu'il ne pourrait pas réaliser avec des prestations identiques ou semblables dans un régime de libre concurrence. Un bénéfice approprié ou usuel dans la branche reste assuré.

Le service de vérification communique à la direction de l'entreprise le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension dans un document confidentiel. Les vérifications du prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

### **16.4 Correction de prix consécutive à la vérification**

---

Si la vérification du prix prévisionnel révèle que le prix stipulé dans le contrat est trop élevé, l'entreprise et le maître adaptent le prix en ajoutant un avenant au présent contrat. Toute hausse du prix est exclue.

### **16.5 Contrats avec des sous-traitants fournissant une part importante des prestations**

---

L'entreprise s'engage à étendre par voie contractuelle les droits de vérification du prix à ses sous-traitants fournissant une part importante de la prestation globale, ceci au profit du service de révision interne compétent et du Contrôle fédéral des finances (ci-après: service de vérification). Sont généralement considérées comme importantes les parts du volume de marché supérieures ou égales à un million de francs, hors TVA. L'entreprise est exonérée de cette obligation s'il peut prouver que, dans des conditions de concurrence, ses acquisitions auprès du sous-traitant sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, l'entreprise est tenue de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec l'entreprise, quels que soient ses frais ou ses bénéfices. Cette correction de prix est réalisée entre l'entreprise et le maître conformément au ch. 4 ci-dessus.

### **17 Entrée en vigueur**

---

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

### **18 Modifications du contrat**

---

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle. Le droit à la modification de commande dont dispose le maître de l'ouvrage est dans tous les cas réservé.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou s'avère, pour quelque autre raison, inapplicable, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

### **19 Droit applicable, litiges et for**

---

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

Si les parties ne parviennent ni à régler le litige à l'amiable ni à s'entendre sur le choix d'un conciliateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis susmentionné ou si la conciliation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant les tribunaux ordinaires du canton de Berne.

### **20 Expédition**

---

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de la même teneur (1 x maître de l'ouvrage, 1 x entreprise).

## 21 Signatures

---

Estavayer-le-Lac, le

**Office fédéral des routes**

---

Signature

---

Signature

, le

---

Prénom et nom:

Fonction:

(en lettres capitales)

### **Annexe(s)**

Page de garde à (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)

Cautionnement solidaire - pour exemple

Garantie de restitution d'acomptes - pour exemple